

Ukraine - Quelle victoire ?

mardi 25 février 2014, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2014).

Près de 80 morts sur les pavés de Maïdan, devenus les martyrs du peuple tout entier révolté, ont fait basculer une part importante de l'appareil politique et policier du président Ianoukovitch, se déclarant « du côté du peuple ». S'agit-il d'une sortie de crise ?

Le parlement a voté vendredi 21 février le retour à la Constitution de 2004 contre l'évolution présidentialiste du régime, puis décidé la libération de l'opposante libérale Ioulia Timochenko en prison depuis deux ans. Dénonçant un « coup d'Etat », Viktor Ianoukovitch a quitté Kiev et aurait été empêché de s'envoler vers la Russie par les gardes frontières, dans son propre fief du Donetsk. Les députés l'ont déclaré dans l'incapacité d'exercer le pouvoir.

Le nouveau président du parlement (proche de Ioulia Timochenko) Oleksandr Tourtchinov, assurera légalement, les fonctions de président par interim en attendant des élections fixées au 25 mai. Un gouvernement « d'union nationale » doit être nommé d'ici mardi.

S'agit-il de la fin de la crise ouverte depuis novembre dernier ?

Retour sur une crise à facettes multiples

Bien que déclenchée par le refus du président ukrainien de signer un accord d'association avec l'UE, la crise fut loin d'opposer deux camps ou programmes clairement délimités - « pro-russe » contre « pro-UE ». D'une part, les intérêts économiques derrière les étiquettes des partis, sont brouillés : le Parti des Régions (du président) avait fait campagne pour l'accord avec l'UE - et la « libérale » Ioulia Timochenko, native de Dniepropetrovsk, dans l'est russophone, est dite respectée par Poutine et n'a pas manqué de faire des affaires avec la Russie.

De plus, le pays - en dépit de ses divisions régionales linguistiques, religieuses, historiques et politiques réelles - est globalement attaché à ses conquêtes démocratiques et à son indépendance nationale, y compris dans la partie russophone. Enfin, contrairement à la « révolution Orange » de 2004, la mobilisation populaire est aujourd'hui défiante envers tous les partis politiques parlementaires. Or la mobilisation est montée en masse en décembre 2013 en réaction à la violence des Berkuts (forces de sécurité), exprimant l'inquiétude envers un régime de plus en plus présidentialiste où règne une « Famille » oligarchique, et la crainte qu'un rapprochement avec Moscou n'aggrave encore plus ces traits.

Illustration d'une situation confuse : le vote des lois répressives en janvier dans un grand désordre parlementaire - puis leur retrait - coexistait avec des appels à l'intervention de l'armée et à la « fermeté » contre les occupations de bâtiments publics ; mais ceux-ci ont souvent été occupés sans affrontements, et dans plusieurs villes de province avec éventuellement le soutien de forces de sécurité du régime...

Finalement, en l'absence d'alternative de gauche crédible - renforcée par les divisions quant à l'attitude à adopter par rapport à ce mouvement - le poids de l'extrême droite (surtout dans l'ouest et le centre du pays) a encore plus brouillé les cartes d'une mobilisation populaire large exprimant

une sympathie concrète pour le courage des jeunes affrontant des Berkuts détestés.

Sortie de crise ou risques accrus de partition ?

La semaine de violence sanglante a imposé le point de vue des protestataires en faveur du départ immédiat du président Ianoukovitch et de modifications constitutionnelles. C'est d'abord leur victoire, dans la confusion des enjeux et donc des lendemains.

L'Ukraine est au bord de la cessation de paiement. Ses réserves de devises représentent deux mois d'importations. « L'aide » du FMI serait socialement explosive. Le prêt russe de 11 milliards d'euros et la promesse de baisse du prix du gaz sont gelés jusqu'à la formation d'un gouvernement – avec menaces de protection russe contre les importations ukrainiennes en cas d'accord signé par Kiev avec l'UE. Les Etats-Unis et les diplomates européennes disent vouloir associer la Russie à la recherche de solutions – la donne aurait-elle changé depuis novembre ?

L'intégration de Svoboda – dont le nationalisme ethnique vante l'Ukraine « européenne » contre la non-Ukraine « asiatique » russophone – dans le « gouvernement d'union », aggrave dramatiquement les risques d'affrontement dans l'est du pays, jusqu'en Crimée : les Tatars autrefois expulsés par Staline, y soutenaient Maïdan contre les Russes (60% de la population) dans une presqu'île qui est aussi une base militaire pour Moscou. La partition du pays n'est pas exclue d'un avenir fort éloigné des aspirations populaires..

Catherine Samary
